LA DÉCOUVERTE

Alain Lipietz

Choisir l'audace

Une alternative économique pour le XXIe siècle

693156

87

cahiers libres

Z°
35050
(464)

Du même auteur

Chez le même éditeur

Le tribut foncier urbain, 1974.

Le capital et son espace, 1977, Nouvelle édition : 1983.

Crise et inflation : pourquoi ?, 1979.

Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste, 1983.

L'audace ou l'enlisement. Sur les politiques économiques de la gauche, 1984.

Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde, 1985.

Aux éditions Syros

La crise (avec Denis Clerc et Joël Satre-Buisson), 1983.

Alain Lipietz

Lb4138

33

Choisir l'audace

Une alternative pour le vingt et unième siècle

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
1, place Paul-Painlevé
Paris Ve

682

DL-20041989-09070

Je tiens à remercier chaleureusement Francine COMTE et Maryvonne YVON pour leur collaboration à la mise au point de ce texte.

Si vous désirez être tenu régulièrement au courant de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **A La Découverte.**

© Éditions La Découverte, Paris, 1989
ISBN 2-7071-1845-1



Avant-propos : après cinq ans

Il y a cinq ans ce mois-ci, j'écrivais la dernière ligne de *L'Audace ou l'enlisement. Sur les politiques économiques de la gauche*. Je ne m'en souviens pas comme si c'était hier.

Il y a cinq ans. La gauche socialiste et communiste était au gouvernement. Ce gouvernement venait d'ouvrir la « parenthèse de la rigueur ». La France n'avait pas encore ses 2 millions six cent mille chômeurs, mais chacun jurait ses grands dieux qu'il n'était pas question d'oublier ce « drame intolérable ». Le Front national venait de faire une entrée anecdotique dans la municipalité de Dreux. Abasourdi par les échecs, le mouvement social tâtonnait dans la nuit, cherchant le bout du tunnel.

Mon essai se voulait un appel à la réflexion, pour redémarrer d'un bon pied l'expérience de gauche. Il m'a valu plus d'une centaine d'invitations, de conférences, d'émissions de radio et de télévision, en France et à l'étranger, dans les syndicats et les universités, pour des fédérations socialistes, pour des groupes alternatifs, écologistes. Dans les marges de la gauche, à sa gauche, ailleurs, on cherchait encore. Des regroupements s'esquissaient, se défaisaient.

Mais la classe politique française avait glissé sous le paillasson la clef de l'espérance. C'était fini. Fini l'espoir de changer de vie. Finie la volonté de s'en sortir ensemble. Finie l'idée d'une nation délibérant des moyens de rassembler ses forces. Les socialistes, maintenant, savaient gérer. Ils avaient une culture de gouvernement. De Gouvernement général, aurait dit Robert Lacoste.

Et les intellectuels de disséquer avec une délectation de géologues la fin des cycles historiques. Fin de l'Union de la gauche. Fin de l'après-68. Fin de l'après-guerre. Fin du cycle d'Octobre 1917. Fin de la Révolution française. Sans fin, la France accumulait les fins. Pour la suite ? Voyez l'électronique. Voyez l'Europe.

Alors s'épanouirent les miasmes du racisme et de la peur, des peurs. Peur de l'autre, peur des autres, peur des jeunes, peur de l'avenir. Les alternances passèrent. La déshérence resta.

Un vaste « centre » voulut bien assurer l'intendance. Les électeurs le remercièrent en s'abstenant d'aller voter : « Chut ! ils travaillent. » L'insolente réussite des parvenus de la rigueur soulevait parfois de longs éclats de révoltes, grèves interminables aux revendications incongrues : « Deux mille francs ! Pour solde de tout compte ! » On parla vaguement d'un grand dessein. Et on revint aux affaires. Et aux « affaires ».

L'argent, que le puritanisme chrétien et l'idéalisme laïque de l'école communale nous avaient jadis appris à considérer sans aménité, l'argent devint le sceptre de l'excellence. « Devenez adultes, que diable ! Montrez votre argent ! » Un animateur de télévision souleva une vague de perplexité en refusant un cachet trop élevé : « Je ne veux pas que ma maman ait honte de moi. » Le libéralisme de notre société lui épargna l'asile.

Par le bel automne 1986, l'été indien de la jeunesse avait pourtant paru réveiller la classe politique. Tiens ! L'égalité ? La justice ? Des études pour faire un métier qu'on aime ? Ils y croient donc encore ? Le gouvernement Chirac remballa prestement ses projets de lois les plus écœurants. On reparla du social. Deux ans après, les sondages, bonnes pâtes, rendirent à la jeunesse l'image bon teint qu'elle n'aurait jamais dû quitter : une gentille petite foule d'individualistes conformistes. Comme leurs parents.

De ce météore, il me reste le cri d'une jeune fille, dans un journal. « Quand on voit ce que les soixante-huitards sont devenus ! Pires que les autres ! » Oui. Nous avons trahi. Non. Nous avons seulement merdoyé. Savions-nous seulement ce que nous voulions ? Quand le capitalisme marchait bien, nous voulions changer la vie. Quand il n'a plus marché, les uns voulurent « sauver les acquis », d'autres devancer le système dans sa propre mise à jour. De cette cacophonie est née la crise de notre projet.

Pourtant, les milliers d'hommes et de femmes qui m'ont invité à débattre depuis cinq ans, qui ont critiqué *L'Audace ou l'enlisement*, dans un sens ou dans un autre, et tous les jeunes, lycéens, étudiants, qui m'invitèrent encore, au cœur de cette drôle de fête studieuse que fut le mouvement de 1986, m'ont convaincu que la résignation ne gagnera jamais.

Le monde bouge autour de la France des « fins ». Les braises couvent sous les cendres de la « République du Centre ». De Bordeaux à Strasbourg, d'Ottawa à Santiago, j'ai rencontré des gens qui cherchent. Dans mon métier d'économiste, j'ai croisé la réflexion des « élites » qui doutent des glorieuses années quatre-vingt. Et si la voie qui se cherche, des Verts allemands au Parti des travailleurs brésilien, représentait un avenir pour notre monde ? Un monde où s'accumulent les dangers : crise du travail, crise de la dette, crise écologique, à tel point que les cercles dirigeants s'en alarment.

Non, la crise n'est pas finie. Le monde n'a pas encore choisi sa voie. Nous sommes à la croisée des chemins. Le libéralisme productiviste des années quatre-vingt n'est plus certain de ses succès. Une alternative est ouverte. Une alternative pour le vingt et unième siècle. Pour la France. Pour l'Europe. Pour la planète.

L'essai qui va suivre se veut une ébauche de clarification des grands enjeux, tels que je les ai perçus dans mon activité de chercheur, dans ces débats auxquels j'ai eu la chance de participer depuis cinq ans. Je ne reprendrai pas les analyses détaillées de *L'Audace ou l'enlisement*. Je n'entrerai pas dans le maquis des réformes concrètes sur lesquelles s'interrogeait encore, à l'époque, un gouvernement qui faisait toujours profession de « changer ». Et je ne citerai pas plus mes collègues

économistes dont les travaux m'ont éclairé que les militants anonymes dont les remarques m'ont ébranlé.

Comme *L'Audace ou l'enlisement*, cet essai reste pourtant un livre d'économiste. Mais je ne jouerai pas de la corde usée du monopole de la compétence légitime. « Parce que les économistes se sont si souvent trompés ? » Non. Parce que trop de personnages politiques ont exprimé leur intime conviction (ce qui est leur droit) sous le masque de la nécessité économique (ce qui est une escroquerie). L'économie ne montre ni n'interdit. Elle indique. En économiste, j'indiquerai les problèmes. En citoyen concerné, j'avancerai des propositions.

Que toutes celles et tous ceux qui m'ont aidé à les formuler, dans l'arc-en-ciel de leurs engagements, de leurs espoirs, en soient ici remerciés. Puisse ce livre les aider en retour dans leur propre démarche. Pour choisir, enfin, l'audace.

Janvier 1989.

Introduction

Trop souvent, les économistes considèrent l'objet de leurs études (nos sociétés marchandes et salariales) comme si on pouvait le définir par un ensemble de lois, de comportements et de tendances éternelles. C'est vrai bien sûr pour la science économique que couronnent les prix Nobel : il y aurait une organisation, certes perfectible mais à présent définitive dans ses grandes lignes, qui assurerait l'efficacité optimale de la production et de la distribution des richesses, et ce serait la nôtre ! Mais c'est vrai aussi, trop souvent, chez les marxistes : il y a eu, il y aura d'autres modes de production, mais, entre ces murailles de Chine que constituent les révolutions, les modes de production (et en particulier le capitalisme) resteraient « pour l'essentiel » immuables. Seul le passage au socialisme nous permettrait vraiment de « changer de logique », comme on sort de Babylone pour fonder la Nouvelle Jérusalem.

Bien sûr, les meilleurs économistes, marxistes ou non marxistes, ont su mettre en valeur les transformations, plus ou moins progressives ou heurtées, que connaît le système économique au long de son histoire. Mais eux-mêmes ou leurs disciples tendent à réduire ses transformations à une évolu-

tion quantitative conforme à la « logique globale du système » : progrès de la mécanisation, concentration de la propriété, etc.

Nous prenons aujourd'hui la mesure de ce que l'histoire est beaucoup plus complexe, hasardeuse, mouvante. Depuis 1848 (l'année du *Manifeste* de Marx et Engels, l'année de la dernière grande « crise de subsistances » de l'ancien régime économique), le capitalisme a connu des transformations plus considérables qu'aucun des penseurs socialistes de cette époque ne l'aurait imaginé. Des transformations même plus profondes que celles qu'ils attendaient du passage au socialisme ! Pendant tout ce processus, d'énormes tensions sociales et de graves problèmes économiques se sont accumulés, débouchant sur des crises, des luttes politiques, des guerres et parfois... des révolutions politiques. Mais ces révolutions, même « socialistes », n'ont pas jusqu'ici conduit à des formes d'organisations économiques fondamentalement différentes, et, devant leurs propres difficultés, tendent aujourd'hui à se rallier explicitement aux règles traditionnelles du capitalisme : le marché, le profit.

Malgré cette histoire tourmentée, le capitalisme semble fonctionner de façon assez stable pendant de longues périodes. Il y a toujours des luttes, il y a souvent des récessions, mais, pendant ces périodes, un cadre général, des objectifs, des règles du jeu sont en gros, bon gré mal gré, acceptées par presque tout le monde. Ce cadre, ces objectifs, ces règles ont connu trois fois dans l'histoire un grand bouleversement, une grande crise : à la fin du XIX^e^ siècle, dans les années trente-cinquante, et depuis la fin des années soixante. Mais dans l'intervalle que délimitent ces crises majeures, un « grand compromis » est accepté entre les groupes sociaux. A la base de ce compromis : un « modèle de développement ». C'est la définition, provisoirement adoptée, de ce que l'humanité peut attendre de mieux de son activité économique : principes d'organisation du travail, buts de la production, règle du jeu dans la résolution des tensions.

Le modèle de développement baigne lui-même dans une « vision du monde » plus large, incluant une définition du bonheur de vivre en société, qui cimente le Grand Compromis. Celui-ci peut être dès lors défendu par toute une gamme

de familles politiques, de la droite à la gauche. Elles se battent à propos d'intérêts particuliers, d'améliorations qui pourraient être apportées au sein du même modèle, conformément à la même vision du monde. Mais ce modèle, cette visée ne sont pas remis en question : chacun accepte comme idéal pratique, comme le but même de son activité sociale (économique ou politique), les promesses du modèle lui-même. Dans ces périodes, il existe des utopies transformatrices, mais elles s'éloignent démesurément de la pratique quotidienne (« réformiste », si l'on veut) de celles et ceux qui s'en réclament.

Tout autre est la situation dans les « grandes crises ». Cette fois, le modèle, ses buts, ses règles, ses promesses apparaissent comme dépassés : non viables économiquement, rejetés politiquement et socialement. Ces périodes sont des bifurcations de l'histoire, où le poids des routines cède l'avantage aux initiatives transformatrices. Des périodes ouvertes, dont l'issue reste incertaine pendant bien plus d'une décennie. Des périodes de redéfinition des projets, de réalignement des forces sociales. Comme dans les années trente-cinquante, où la social-démocratie et le rooseveltisme défiaient le conservatisme libéral en crise, en concurrence mortelle avec le fascisme et le stalinisme.

Nous sommes aujourd'hui, et depuis vingt ans, dans l'une de ces périodes ouvertes où l'enjeu de la contestation n'est plus la mise en œuvre la plus juste ou la plus efficiente d'un modèle déjà connu, mais la définition même de ce que devrait être un nouveau modèle de développement, un nouveau grand compromis. Nous ne sommes pas seulement dans une crise économique, mais dans une crise du compromis fondant la société, une crise du projet. Ce que parfois on appelle une « crise de l'hégémonie », c'est-à-dire de la capacité des élites et des groupes sociaux qui les soutiennent à proposer une vision du monde et un modèle de développement acceptables pour la société tout entière.

Dans ce petit livre, nous rappellerons d'abord quel fut le modèle de développement hégémonique de l'après-guerre et les raisons de sa crise. D'abord, parce que les questions que pose cette crise (« qu'est-ce qui ne marche plus ? ») figurent à l'agenda de n'importe quel projet candidat à la « sortie de la crise ». Même si les réponses diffèrent, elles doivent obli-

gatoirement répondre (au moins) à cette liste de questions. Secondairement, parce que cela sera pour nous l'occasion de repérer les constituants de n'importe quel modèle de développement prétendant « tenir debout ».

Nous examinerons ensuite les forces et les faiblesses de ce qui s'est présenté dans les années quatre-vingt comme le principal candidat au rôle de nouveau modèle de développement, et que j'appellerai « le libéralisme productiviste ». Même s'il a actuellement du plomb dans l'aile, même si ses porte-drapeau (aux États-Unis, en Grande-Bretagne) accumulent les difficultés, même si des variantes partielles d'un autre modèle marquent aujourd'hui des points, il représente encore « l'adversaire principal » pour qui ne partage pas la vision du monde qui le sous-tend.

Enfin, je proposerai un autre modèle de développement, fondé sur une autre vision du monde. Ou, plus modestement, quelques traits de ce que pourrait être le grand compromis de l'après-crise. Une alternative pour le XXI^e^ siècle, ou même pour les années quatre-vingt-dix.

Mais attention. Si la vision du monde qui accompagne un modèle de développement parvenu à l'hégémonie se soutient de la stabilité et des avantages du modèle, en sorte qu'elle paraît comme naturelle à chacun, la vision du monde correspondant à un modèle non stabilisé, non réalisé, n'est jamais qu'un *projet*. Ce projet ne se déduit d'aucune loi historique, encore moins économique. Mensongères furent les variantes vulgarisées du marxisme qui nous promettaient un avenir radieux comme conséquence nécessaire du développement des forces productives et des lois de la dialectique historique. Tout aussi mensongères (et d'ailleurs nourries du même brouet productiviste, technocratique) sont aujourd'hui les idéologies qui, tout en nous annonçant la « fin des idéologies », prétendent déduire les voies de la société future des caractères de l'actuelle « révolution technologique ».

A coup sûr, le projet alternatif ne serait qu'une utopie révolutionnaire de plus (et ce serait déjà bien beau, bien utile, comme une boussole indiquant le pôle Nord pour un voilier voguant de Corse vers Marseille) s'il ne s'enracinait pas sur des aspirations et des comportements déjà présents dans la réalité. Il ne serait pas la préfiguration d'un futur grand

compromis s'il ne croisait pas déjà des hypothèses de travail, des expériences, des réalisations déjà couronnées de succès, dans certains pays, de la part de certains secteurs des classes dominantes. Comme toute vision du monde (nous dirons plus loin, d'un terme plus pédant mais plus précis, tout « paradigme sociétal »), l'alternative aura, si elle devient hégémonique, sa « droite » et sa « gauche ». Il y aura une version patronale de l'alternative, elle existe même déjà ! Que l'on ne crie pas à la « récupération » : vouloir que son projet devienne dominant, c'est accepter que l'autre s'en empare, le déforme, le défigure, mais c'est aussi faire admettre à l'autre ses propres valeurs (même de mauvais gré, même édulcorées) : lui faire accepter un compromis plus avancé.

Avant d'être « récupéré », un projet nouveau rencontre des adversaires. Pas seulement « l'ancien qui se meurt », mais aussi d'autres projets, proposant d'autres réponses aux mêmes questions, voire contournant certaines questions. Des réponses que les tenants du projet alternatif jugent inacceptables, inhumaines, mais des réponses hélas possibles, déjà en œuvre. Comme le fascisme était une réponse aux questions que posaient l'anarchie, la crise de surproduction du capitalisme libéral. Une « solution » qui parfois recoupait les préoccupations de la social-démocratie, des communistes ou de Roosevelt. Il a fallu néanmoins la Seconde Guerre mondiale, véritable guerre civile au niveau mondial, pour que se stabilise le compromis social-démocrate et s'enclenche le mouvement d'indépendance des peuples colonisés. Plat réformisme ? Récupération de l'espérance des résistants et des combattants de la liberté ? Certes, mais mieux valaient ces récupérations-là que la victoire des autres « solutions ».

Quand donc je parlerai de l'alternative, je m'appuierai certes sur la vision du monde qui émerge peu à peu de la pratique et des espérances des mouvements dits « alternatifs » en Europe, « radicaux » aux États-Unis, des nouvelles tendances du syndicalisme, de l'écologie, du féminisme. Mais je n'aurai garde d'oublier qu'elle existe aussi, sous une forme affadie, dans certaines pratiques de compromis industriels ou institutionnels, dès aujourd'hui. Et que, sous ses variantes radicales comme sous ses variantes modérées, elle doit se confronter à un candidat beaucoup plus puissant quoique

miné par des contradictions déjà criantes : le libéral-productivisme.

Pour citer encore le vieux barbu : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils la font sur la base de conditions données, héritées du passé. »